



## Compte rendu synthétique

**Colloque national sur le thème: « *Démocratie représentative et technocrates : complémentarité ou concurrence ?* »  
Rabat, 23 janvier 2014**

---

La plateforme du colloque, qui a capté l'intérêt des médias et des acteurs politiques, a soulevé une série de questions cruciales quant aux rapports entre démocratie et technocrates, dont voici une synthèse :

Existe-t-il vraiment une complémentarité entre la légitimité démocratique représentative et la légitimité technocrate ou est-ce juste une concurrence entre l'état et les partis sur la source de la légitimité et du pouvoir au Maroc ?

Comment concilier le principe d'origine démocratique du gouvernement, tel qu'énoncé à l'article 47 de la constitution et l'accentuation du rôle des technocrates dans la gestion des affaires publiques à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement ?

Peut-on considérer le fort retour des technocrates comme une annonce de nouvel enterrement de l'homme politique au Maroc ?

Les partis politiques n'étaient-ils pas capables de produire des leaders et des compétences à différentes époques de l'histoire du Maroc ?

N'a-t-on pas besoin de conforter le gouvernement de compétences nationales expérimentées en période de crise économique et sociale ?

Comment peut-on concrétiser le principe constitutionnel liant l'exercice du pouvoir à l'obligation d'en rendre compte si les technocrates ne se présentent pas au suffrage ?

En plus des canaux de questionnement parlementaire et médiatique, quels sont les outils à mettre en place pour permettre aux citoyens de juger le rendement des technocrates ?

Où en sont les droits des électeurs du dernier remaniement ministériel, et quelles sont les chances des partis politiques de garder la confiance des électeurs à l'avenir et de freiner le phénomène d'abstention électorale déjà présent ?

**Toutes ces questions et d'autres ont été l'objet d'un colloque national organisé jeudi 23 janvier 2014 à Rabat par l'Observatoire National des Droits de l'électeur, de la Konrad-Adenauer-Stiftung et la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Rabat Agdal.**

### **Allocutions d'ouverture**

Monsieur **Khalid Trabelsi**, président de l'Observatoire National du Droit de l'Electeur tend vers la vision, qui considère que la lourde présence des technocrates au Gouvernement Benkirane est une pratique anticonstitutionnelle et d'ajouter que cela constitue une honte politique et constitutionnelle, il en résulte que ce gouvernement n'est pas constitutionnel et illégitime pour son bafouage de la constitution, qui considère que les élections sont les bases de la représentation. Trabelsi a appelé à « la dissolution du gouvernement et sa recomposition sur des bases constitutionnelles ».

Le Dr. **Helmut Reifeld** représentant de la Fondation Konrad-Adenauer-Stiftung a expliqué que les fondations politiques sont un phénomène qui existe seulement en Allemagne, créée après la Seconde Guerre mondiale pour y développer la démocratie, et qu'il en existent six selon les partis représentés au parlement, jouissant d'une indépendance idéologique et financière de leurs partis. La principale raison d'être de la Konrad-Adenauer-Stiftung d'être est la démocratie et particulièrement la démocratie participative, par une présence dans beaucoup de pays sur le globe à travers 80 bureaux dans les pays du monde.

« Pour la démocratie participative il y a trois éléments nécessaires qu'il faut discuter en même temps ».

Le premier est le « pluralisme ». Ce pluralisme est « représenté par les partis au niveau politique dans le parlement, les partis sont un élément essentiel pour nous pour vivre une démocratie participative ».

Le deuxième élément est « l'économie du marché » en intégrant des éléments sociaux dans des règles pour l'économie », « l'économie de marché est aussi un élément globalement nécessaire pour vivre une démocratie participative ».

Le troisième élément est un minimum de « sécularité » pour pouvoir vivre une démocratie participative.

Il ajoute qu'aujourd'hui il y a encore des dangers pour la démocratie participative, le principal est le populisme, car « laisser trop d'influence au populisme est un danger pour la démocratie participative ».

« Le deuxième est peut-être votre sujet d'aujourd'hui, 'les technocrates', mais il y a probablement des options de s'arranger et de trouver des compromis, parce qu'aujourd'hui on a achevé un niveau d'éducation qui démontre plus de participation directe ».

« On ne peut pas être content seulement avec la démocratie représentative comme au 19ème siècle. Ça ne marche plus. » Là sont les défis auxquels il faut trouver des réponses aujourd'hui.

### **Premier panel** **(Modérateur Khalid Trabelsi)**

Le débat fut engagé par **Abdellah El Bakkali**, membre du comité exécutif du parti de l'Istiqlal, qui considère que les technocrates ont été utilisés du temps de Hassan II pour « saboter la notion de légitimité électorale », comme ils ont été utilisés contre les politisés. Cette ère est normalement révolue, car la constitution de 2011 donne la priorité à la représentativité électorale dans la prise de responsabilité, et ainsi tout autre initiative est un bafouage de la constitution ». La constitution traite d'un gouvernement purement politique et ne restreint pas la qualité politique dans la personne du chef de gouvernement, partant de cela El Bakkali « considère que ce qui s'est déroulé lors de la première et deuxième édition du gouvernement est un outrage à la constitution ».

Cette vision fut partagée par le leader socialiste **Younes Moujahid**, représentant de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP), qui considère que ce qui se passe depuis l'avènement du Gouvernement Benkirane « témoigne d'une crise politique » dont l'origine est sa construction hâtive à l'aube du printemps arabe, et d'ajouter que « nous étions pressé et avons besoin d'un gouvernement légitime partant d'élection sauf qu'aujourd'hui il apparaît que nous avons pas besoin d'une relecture globale de la constitution mais des méthodes de l'appliquer et activer ».

Le leader socialiste considère qu'il y a des indicateurs à la crise politique que subit le Maroc, dont le retour des technocrates à la vie politique, toujours selon lui faire appel à leurs services est témoin de cette crise, Hassan II y ayant longtemps eu recours. Aujourd'hui l'Etat est convaincu qu'il y a un effondrement de certaines institutions et que pour y palier il est impératif d'y avoir recours. Le deuxième indicateur est que le gouvernement est sans programmes politiques ce qui permet aux technocrates la composant de ne subir aucune contrainte, la solution toujours selon Moujahid réside dans un dialogue national pour la sauvegarde du processus de transition démocratique.

Ne préférant pas suivre les avis d'El Bekkali et de Moujahid sur le fait que la présence des technocrates au sein du gouvernement est un retour en arrière, **Ilyas El Omari** leader du Parti Authenticité et Modernité (PAM), considère que leur présence était normale et acceptable dans de nombreuses expériences internationales à l'image de l'Amérique latine. Les attaques que subissent les technocrates sont dues à « une culture de non-reconnaissance de l'autre », et d'ajouter que « nous retournons de l'exil à l'exil » et de la culture du « Maroc est à nous et à personne d'autre » se référant aux conflits sanglants qui ont marqués les premières années après l'indépendance entre les forces politiques, chacune considérant qu'elle mérite plus la gestion du Maroc indépendant. La solution, donc est l'acceptation de l'autre, et El Omari se demande si l'on est associé ou salarié dans cet Etat, en se donnant comme exemple pour dire qu'il était pro-prolétariat pendant 30 ans alors qu'elle ne garantit en rien les droits de l'homme mais maintenant on s'exerce à de nouvelles pratiques et une nouvelle culture. El Omari estime que le problème « réside dans le manque de clarté soulignant dans ce contexte que le programme du Parti de la Justice et Développement (PJD) est clair, c'est le notre qui ne l'est pas. « Leur programme fait abstraction de la question 'technocrates' et « n'ont pas de honte à s'allier aujourd'hui aux ennemis d'hier » et de confirmer que « le problème est l'élite, celle qui a milité pendant le temps de l'exil, créant de la sorte un remarquable lien avec la population marocaine, mais celle-ci a aujourd'hui démissionné de son rôle producteur avec extension, et vu que la nature n'accepte pas le vide l'espace politique qui s'est rempli de débats vide ». Il confirme que la mise en place de la constitution a besoin d'élite efficace et qui en est convaincu.

**Hassan Abyaba**, membre du bureau politique de l'Union Constitutionnelle (UC), a également refusé de mener une nouvelle bataille sur le retour des technocrates, et dit « qu'au Maroc il existe une force étrangère aux partis qui gère l'Etat, « elle a raison de le faire voir la rareté des ressources et des compétences au sein des partis », « ce qui ne veut pas dire que le marocain n'est pas politisé bien au contraire ». Abyaba remarque que les études constatent que « la pratique politique est forte, mais que c'est l'adhésion au partis qui demeure faible ». Abyaba explique le recours de l'Etat aux technocrates de deux choses : « la première est que les partis n'ont pas de cadres et de compétences managériales nécessaires pour la gestion de l'Etat, la seconde étant la crainte des entrepreneurs de la politique et leur préférence des technocrates, et que « le discours populiste des partis affecte la confiance de beaucoup d'entre eux ».

### *Pause Café*

#### Deuxième panel

(Modérateur Abderrahim El Maslouhi)

**Khalid Naciri**, membre du bureau politique du parti progressiste et socialiste (PPS), et en réponse à El Bekkali et Moujahid, a déclaré que la période passé de l'histoire du Maroc, dans une référence au règne de Hassan II, a connu une « logique de confrontation avec la politique », et donc il était impératif d'intégrer des technocrates comme substitut aux partis et de s'en servir pour « combler un vide, seulement cette pratique n'est plus valable pour l'époque actuelle qui se caractérise d'ouverture démocratique et d'une constitution très sophistiquée », il reprend encore « qu'il n'y avait par le passé aucune complémentarité entre la politique et les technocrates et qu'il n'y a pas de confrontation entre eux aujourd'hui ».

En ce qui concerne la participation des technocrates au Gouvernement Benkirane, Naciri a expliqué que « deux légitimités s'associent dans la prise de décisions politiques : une légitimité historique et religieuse de la monarchie, et une légitimité démocratique du gouvernement et du parlement. Il s'ensuit, selon la logique de la constitution, un partenariat entre l'institution de la monarchie et l'institution du chef de gouvernement, et en résulte des conclusions dans la principale est que le produit final porte les empreintes de ces deux institutions, c'est le chef du gouvernement qui a le pouvoir de proposition, mais c'est au Roi qu'incombe le pouvoir de nommer les membres du gouvernement.

Il explique encore que le Maroc d'aujourd'hui « n'est ni dans un contexte de crise politique ni dans un contexte de crise gouvernementale ». Alors que la présence des technocrates n'est

pas une affaire anti-constitutionnelle seulement mais une question sociologique politique ». Pour enfin rejoindre El Omari dans l'origine du problème qui selon lui est « plus un problème d'absence d'élite » en lui adjoignant une autre dimension qui trouve son origine dans « les tracasseries de partis en état d'épuisement à tel point qu'elle n'arrive plus à produire d'élite et de cadre compétent pour servir l'état ».


**Abdelhay El Moudden**, professeur des sciences politiques à la faculté de droit Agdal à Rabat, estime que « discuter des technocrates signifie cette catégorie qui détient la compétence et l'expérience technique dans un domaine ou une spécialité particulière », à l'opposé de l'homme politique qui a la capacité d'encadrement, de mobilisation et de création de réseaux. Mais lorsqu'on lie ce problème à la spécificité du système politique au Maroc, plusieurs questions se posent, dont celle qui se pose à la politique elle-même, comment sont-ils arrivés à la direction du parti, est-ce en s'appuyant sur ses compétences de mobilisation ou est-ce en fonction de la structure bureaucratique au sein du parti. El Moudden a averti « qu'au sein même des partis il existe une période précise où la priorité est donnée aux partisans technocrates »

Cela signifie que les partis ont également leurs technocrates. El Moudden rappelle que les partis, au début de l'indépendance, ont connu une inflation importante du nombre des technocrates en leur sein. Mais en ont pris distance dès le limogeage du Gouvernement Abdellah Ibrahim.

En réponse à l'argument selon lequel les technocrates ne sont soumis à aucune forme de d'appréciation le jour du scrutin, El Moudden pose la question fondamentale relative au mode d'évaluation du travail d'un gouvernement particulier, faisant remarquer l'existence des normes régissant les positions politiques, ainsi que l'existence des normes techniques mondiales et chiffrées à partir desquelles débute l'évaluation du travail gouvernemental dans les domaines de l'emploi, du chômage et du taux de croissance, mais encore dans les domaines de liberté et des droits de l'Homme, c'est-à-dire que c'est le résultat qui doit être évalué, alors si le Gouvernement Benkirane, technocrates compris, arrive enfin de mandat à récolter de meilleurs résultats en terme de voix d'électeur, alors l'évaluation du travail gouvernemental était objective, ce qui signifie que l'évaluation ne peut pas se faire en cours de mandat. Alors devons-nous attendre la fin du mandat pour l'évaluer, El Moudden propose une alternative en proposant l'élargissement du débat public dans les médias.

El Moudden avertit, partant de l'expérience égyptienne avec Mursi au commandement, que « les institutions élues ne contrôlent pas toujours la prise de décision mais que sa marge d'action est très étroite au profit d'élites non-élues ou le soi-disant 'Etat profond' ». Il a ajouté que « l'élite de l'Etat profond n'est pas nécessairement composée de technocrates, mais qu'il en existe d'autre type d'élites en leur sein, y compris celles qui opèrent sur la persuasion et la mobilisation ». Et l'évaluation du travail de tout gouvernement « exige un examen de la performance des domaines qu'elle gère, et de celles qu'elle ne gère pas et qui s'ajoutent quand même à ses résultats ». La question ouverte qu'a posé El Moudden au colloque est de s'interroger si les meilleurs régimes politiques sont les régimes démocratiques, et si les sociétés préfèrent des élites élues pour gérer les affaires publiques sur tout autre type d'élite, « le défi posé aux partis est de savoir comment attirer les élites non-partisanes à l'intérieur des partis jusqu'à ce que disparaissent les contradictions actuelles entre la politique et les technocrates ».

**Abdelilah Belekziz**, professeur de philosophie à l'Université Hassan II à Casablanca, a estimé que le problème aujourd'hui réside dans les partis et non dans l'élite ; Belekziz dans son introduction dit que la période que traverse la nation arabe exige une distinction entre l'Etat et le pouvoir. « L'Etat moderne est similaire à une société basée sur l'accord de base et le contrat. Les associés délèguent entre eux qui la dirige selon deux méthodes : soit par scrutin, soit par mérite, pour les secteurs d'armée et de police nous ne sommes pas appelés à nous prononcer car ce sont des domaines de compétences, d'efficacité et de spécialité. Le domaine de délégation par scrutin est celui du pouvoir politique ». Belekziz explique que « le champ du pouvoir élu est très étroit et modeste au sein de l'Etat, et considère que le gouvernement est comme une pièce de rechange dans une grande machine nommée l'Etat, et que ces pièces changent de temps en temps ».



Belekziz a ajouté que « lorsque l'espace politique a été réduit pour correspondre à l'espace partisan, le divorce entre les technocrates et la politique a été prononcé. Et il impute cela à une imprécision dans la théorie de représentativité qui se réduit au parti politique, alors que la politique est seulement une partie de la citoyenneté. Le technocrate peut être un homme politique sans être pour autant membre d'un parti, surtout que les rôles qu'il occupe à l'Etat sont politiques en premier lieu ».

Belekziz conclut que les élites politiques ont besoin de se convaincre que « la logique de l'administration de l'état diffère de la logique de l'administration d'un parti ». Et pour savoir s'il est facile de combler le fossé entre le technocrate et le parti politique, il confirme que cela est possible, à condition que les partis politiques s'enrichissent de la culture démocratique, car nos partis connaissent une mentalité de clientélisme et d'autres maladies héritées mais aussi un renfermement qui conduit à expulser les compétences qui ne se retrouvent plus dans un environnement politique renfermé, ceci est la responsabilité des partis qui ne doit pas en faire supporter la responsabilité à l'état ou autre.

En réponse à une question de savoir si le Maroc est proche d'une crise politique ou d'une crise constitutionnelle, Monsieur Khalid Naciri explique que « l'opposition va probablement ouvrir un nouveau front après avoir échoué dans la bataille de l'investissement parlementaire du deuxième gouvernement » soulignant « qu'il y a deux institutions constitutionnelles qui opèrent dans un contexte de coopération et de complémentarité à savoir la royauté et le chef du gouvernement dont tout produit qui doit voir le jour porte impérativement leurs empreintes ».